



AFRIQUE/TUNISIE - « En l'absence d'un signal fort dans le domaine économique, on risque une nouvelle crise » déclare l'Archevêque de Tunis un an après la révolution

Tunis (Agence Fides) – « Le tunisien moyen désire deux choses : la sécurité et le travail. Si la première est garantie, le second fait défaut » déclare S.Exc. Mgr Maroun Elias Lahham, Archevêque de Tunis qui, dans le cadre d'un entretien accordé à l'Agence Fides, dresse à grands traits un cadre de la situation en Tunisie un an après ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la Révolution des Jasmins, qui a vu la destitution du Président Ben Ali et a conduit le pays sur le chemin de la pleine démocratie.

« Le problème est représenté par l'économie. Du point de vue politique, les choses vont bien : les élections se sont déroulées de manière correcte, nous avons un nouveau Président, un nouveau gouvernement et un nouveau Parlement. La sécurité est garantie mais l'économie peine à décoller » souligne Mgr Lahham.

Outre la crise économique et financière internationale, qui se répercute également sur la zone méditerranéenne, les raisons de l'actuelle faiblesse de l'économie tunisienne sont, selon l'Archevêque de Tunis, essentiellement au nombre de deux : « En premier lieu – explique Mgr Lahham – effectuer une relance de l'économie en un an n'est pas chose facile. Ensuite, ainsi que l'affirment différents commentateurs locaux, les nouveaux responsables, même s'ils sont sérieux et honnêtes, ne semblent pas avoir l'économie comme point fort. Au sein de l'opinion publique locale, commencent à naître des doutes quant au fait que le gouvernement ait réellement un plan économique pour le pays ».

Mgr Lahham insiste sur le fait que « la population pourra patienter encore quelques mois mais si l'on ne donne pas immédiatement un signal fort dans le domaine économique, on peut s'attendre à une forte contestation sociale. Les chômeurs sont plus d'un million et ce nombre est en hausse ».

En ce qui concerne le tourisme, le secteur de pointe de l'économie locale, l'Archevêque indique que « les touristes peuvent venir tranquillement en Tunisie parce la sécurité y est assurée. Le problème est que si d'autres pays offrent des prix encore plus compétitifs que les nôtres, les flux touristiques principaux se dirigeront vers ceux-ci et non pas chez nous ». (L.M.) (Agence Fides 18/01/2012)